

La colère des travailleurs sociaux

Depuis les élections, tous ceux que cette société exclut peuvent être inquiets. Et ils le sont ! Les personnes que nous rencontrons en tant que travailleurs sociaux ont, plus encore, peur de l'avenir, pour eux et pour leurs enfants. Ils savent qu'ils n'ont pas leur place dans cette société : on le leur fait savoir ! Tour d'horizon...

Les Services Publics : aucune illusion n'est possible, ils passeront tous au tamis du néo-libéralisme puisqu'ils représentent « le mal absolu » : ils sont mangeurs d'emploi, non rentables et pèsent lourd sur le budget de l'Etat... Une politique de dénigrement des services publics et de l'activité de leurs personnels doit permettre au gouvernement de légitimer la « rupture » et de refonder la société sur des bases marchandes : tout rentabiliser, tout privatiser !

L'Education doit être gérée comme une entreprise. Une petite pour l'école : la carte scolaire sera progressivement supprimée, « pour plus d'égalité et de mixité sociale » osent-ils dire ! Une grande pour l'université : elles seront concurrentes et sélectives, au moins à partir du Master.

La Justice : sur le modèle de la carte régionale hospitalière, se met en place un système pour rentabiliser cette institution, supprimer certains tribunaux jugés non rentables, ne traitant pas assez d'affaires.

La Santé : année après année, le système a subi tous les mauvais coups. Après le forfait hospitalier (instauré par la gauche), le parcours de soin avec l'instauration d'un médecin

référént, le déremboursement de certains médicaments et, comme si cela ne suffisait pas à instaurer un système à plusieurs vitesses, voilà maintenant la « franchise ».

Secteurs sociaux et médico-sociaux : les travailleurs de ce secteur sont l'objet de critiques incessantes de la part de Sarkozy et de ses ministres. Tenants de l'excuse sociale, nous serions enclins à favoriser l'assistance. Nous ne serions là que pour justifier le « laxisme » des populations. « Droit-de-l'hommistes », nous n'aurions aucun sens des réalités et participerions à la dévaluation de la valeur du travail...

Que répondre ?

Sarkozy nous assène : « Je l'avais dit. Je respecte mon programme. Je vais le mettre en œuvre. J'ai été élu pour ça. J'assume tout ce que je fais ». Certes, mais il ne peut prétendre représenter tous les français, les plus maltraités, les exclus... D'ailleurs, pour ceux qui en douteraient, ses premières décisions sont sans ambiguïtés :

Injustices fiscales : 11 milliards d'allègements fiscaux pour les hauts revenus, prétendument pour relancer la consommation de tous. Qui peut croire que les personnes vivant avec des minima sociaux bénéficieront de la relance économique ? Ce gouvernement s'intéresse à la consommation de 10 % des ménages. Les autres n'auront qu'à payer l'impôt le plus injuste, la TVA...

Logement : tous propriétaires ? Même les mal-logés dans des hébergements précaires, les sans domicile fixe ? Alors que des milliers de logements

Grève des assistantes sociales scolaires

Le 19 Juin, la grève a été largement suivie : certaines académies annonçaient entre 50 et 80 % de grévistes, alors que le Ministère de l'éducation nationale n'en reconnaissait que 19 %. La délégation reçue au MEN n'a obtenu aucune réponse sur la demande de créations de poste en urgence. Monsieur Jouve, conseiller technique de Darcos, nous a écouté... Il transmettra.

A l'issue de cette audience, le SNUAS/FP-FSU a décidé d'organiser, dès la rentrée scolaire, plusieurs formes d'action. Nous voulons cette fois-ci être entendus, le mouvement ne peut que s'amplifier en raison des conditions de travail de l'ensemble des collègues et de la montée sans cesse croissante de l'exclusion sociale des jeunes et de leurs familles.

sociaux sont abattus pour laisser place à la spéculation immobilière « pour plus de mixité sociale »...

Justice : le précédent gouvernement avait mis en place « le droit opposable au logement ». C'est maintenant le droit opposable à la scolarisation des enfants handicapés... mais qui peut croire que les bénéficiaires de l'aide juridictionnelle pourront mettre en œuvre ces droits ? Là encore, il ne s'agit pas d'apporter des réponses concrètes, mais d'un simple affichage.

Ecole : deux millions d'enfants pauvres, voilà le vrai problème de l'école. L'autonomie des établissements n'est pas une réponse, mais sera au contraire porteuse d'encore plus d'inégalités. Qui peut croire que des parents feront le choix d'inscrire leur enfant en ZEP ? Zone sensible, zone de violence. S'il y a une réflexion à mener, c'est bien celle qui consiste à dire à contre courant, qu'il faut donner plus à ceux qui ont moins.

Travail : les *donnant-donnant*, les *gagnant-gagnant*, sont autant de leurres pour faire porter aux chômeurs la responsabilité de leurs situations, plutôt qu'aux entreprises, pour éviter de dire que le travail devient une rareté pour des millions d'exclus, que le droit au travail laisse la place à un droit d'accès au travail...

Assez d'arrogance : il existe encore dans ce pays, quoiqu'on en dise, des valeurs de solidarité, des gens qui se sont battus pour leurs droits et qui n'accepteront pas que tout cela soit balayé d'un revers de discours et d'idéologie libérale. ●

DANIELLE ATLAN

